Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 76/23 - IX – COM

Audience publique du six juillet deux mille vingt-trois

Numéro 41519 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Carlo CALVO de Luxembourg du 11 juillet 2014,

comparant par Maître René DIEDERICH, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE2.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

intimée aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Carlo CALVO de Luxembourg du 11 juillet 2014,

comparant par Maître Stéphan LE GOUEFF, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

LA COUR D'APPEL :

Exposé du litige

En résumé, le litige a trait à l'exécution d'une convention dénommée « *Agreement concerning logistic services* » du 27 août 2012 aux termes de laquelle la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (ci-après SOCIETE1.) a été chargée de services de logistique au profit de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL (ci-après SOCIETE2.), comprenant entre autres les services d'agence en douane, de dépôt et de manutention de marchandises ainsi que de la distribution nationale et internationale de celles-ci par voie de transport routier.

Estimant que le contrat se serait trouvé reconduit jusqu'au terme du 31 juillet 2014 faute pour SOCIETE2.) d'avoir respecté le préavis de trois mois en dénonçant le contrat, SOCIETE1.), par exploit d'huissier de justice du 14 octobre 2013, fit donner assignation à SOCIETE2.) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg pour qu'elle soit condamnée à lui payer 1) le montant de 462.596,64 euros, augmenté en cours de procédure à 480.943,45 euros du chef de frais de dépôt et de manutention encourus jusqu'au 31 juillet 2014 suite au renouvellement tacite du contrat, ainsi que 2) les factures pour services prestés pour les mois de juin et juillet 2013 d'un montant total de 312.164,62 euros HTVA, demande réduite par la suite au montant de 249.940,18 euros HTVA.

SOCIETE2.), de son côté, demanda reconventionnellement la condamnation de SOCIETE1.) à lui payer le montant de 7.701.868.- euros correspondant à la valeur de 97.492 paires de chaussures encore en stock auprès de SOCIETE1.) suite au refus de cette dernière d'exécuter un ordre de transfert vers l'Espagne en date du 16 juillet 2013.

Statuant sur l'appel interjeté par SOCIETE1.) le 11 juillet 2014 contre le jugement contradictoire N° 481/2014 du 30 avril 2014 du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ayant constaté la résiliation du contrat aux torts de SOCIETE1.) ; dit la demande de SOCIETE1.) fondée jusqu'à concurrence du seul montant de 249.940,18 euros ; dit la demande reconventionnelle de SOCIETE2.) fondée à concurrence du seul montant de 1.540.373.- euros ; ordonné la compensation judiciaire entre ces montants et condamné SOCIETE1.) à payer à SOCIETE2.) le montant de 1.290.432,82 euros avec les intérêts légaux à partir du jugement jusqu'à solde, la Cour a, par arrêt N° 125/16 - IX – COM du 22 septembre 2016, dit les appels principal et incident recevables ; quant à la demande principale, confirmé le jugement en tant qu'il a dit cette demande fondée jusqu'à concurrence du montant de 249.940,18

euros ; quant à la demande reconventionnelle, confirmé le jugement en tant qu'il a constaté que SOCIETE1.) avait commis une faute l'obligeant à réparation en refusant d'expédier en Espagne le stock de chaussures entreposé au Luxembourg par SOCIETE2.) ; avant tout autre progrès en cause, ordonné une expertise quant au quantum du préjudice subi par SOCIETE2.) de ce fait et chargé de cette expertise Paul LAPLUME, afin « *de déterminer si depuis le 24 mai 2013, date à laquelle SOCIETE1.) a décidé de refuser d'exécuter tout ordre de transfert des marchandises stockées dans ses locaux, jusqu'à la date de l'évacuation de ces marchandises, ces marchandises ont perdu de leur valeur et si ceci devait être le cas, dans quelles proportions* ».

Statuant ensuite sur le mérite du rapport de l'expert judiciaire Paul LAPLUME, signé le 28 février 2018 et déposé le 9 mars 2018, la Cour a, par un second arrêt N° 23/20 - IX – COM du 13 février 2020, avant tout autre progrès en cause, chargé l'expert-comptable Paul LAPLUME, d'un complément d'expertise avec la mission de déterminer la valeur des marchandises indûment retenues, au 24 mai 2013, la diminution de valeur subie par la suite, jusqu'au 25 septembre 2014 ainsi que le montant de la perte subie par SOCIETE2.), sur base de 97.492 paires de chaussures indûment retenues.

Le 8 février 2022, l'expert judiciaire Paul LAPLUME a déposé, au greffe de la Cour, son rapport signé le 1^{er} février 2022.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 21 mars 2023 et les mandataires des parties ont été informés le 4 mai 2023 que l'affaire serait plaidée à l'audience du 24 mai 2023.

Le magistrat rapporteur a été entendu en son rapport oral lors de l'audience du 24 mai 2023. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Discussion

Pour les besoins de la cause, il convient de se référer aux conclusions récapitulatives de SOCIETE2.) déposées en date du 23 décembre 2022 au greffe de la Cour, qui seront les seules examinées par la Cour pour la partie intimée, avant de revenir à celles de SOCIETE1.)+SOCIETE1.), déposées au greffe de la Cour en date du 10 février 2023, qui seront les seules à être prises en compte par la Cour pour la partie appelante, par application de l'article 586, alinéa 2 du Nouveau Code de procédure civile.

SOCIETE2.) conteste les conclusions de l'expert et l'évaluation faite de son préjudice. Elle critique la méthode utilisée par l'expert qui serait purement comptable et aurait conduit à l'exclusion de preuves selon elle pertinentes, notamment des informations et documents communiqués le 4 mars 2021 relatifs aux prix de vente et aux coûts de production concernant d'autres sociétés du groupe. L'expert aurait dû utiliser ces données par analogie.

Elle ajoute ne pas avoir fourni les factures adressées à l'entité SOCIETE2.) réclamées par l'expert pour ne pas en avoir disposées, raison pour laquelle elle aurait communiqué des factures émises à d'autres entités par le même fabricant comme preuve du prix de revient. Elle explique que SOCIETE1.) aurait été, quant

à elle, en possession de ces pièces et qu'elle l'aurait mise en demeure le 19 mai 2022 de communiquer ces factures, ce que cette dernière aurait refusé en toute mauvaise foi. Elle demande en conséquence à la Cour d'enjoindre à SOCIETE1.) de fournir les factures émises par le fabricant des 97.492 paires de chaussures faisant l'objet du litige, ainsi que les reçus de taxe à l'importation desdites paires de chaussures, sous peine d'une astreinte de 1.000.- euros par jour de retard.

A défaut, elle demande à voir calculer les pertes subies sur base des pièces transmises le 4 mars 2021 et soutient que ces pertes devraient au moins correspondre au prix d'acquisition moyen des chaussures calculé à 25,62 euros. Son préjudice devrait en conséquence être évalué à la somme de 2.428.039,42 euros, avec les intérêts de retard à compter de l'arrêt à intervenir.

A titre plus subsidiaire, elle demande à voir entériner le montant retenu par l'expert de 476.984.- euros, avec les intérêts de retard à compter de l'arrêt à intervenir.

Elle s'oppose à nouveau à la prise en compte de l'avis du 28 mars 2019 établi par la société de droit allemand SOCIETE3.) (ci-après SOCIETE3.)), intégré dans les conclusions adverses, pour manquer d'objectivité et de neutralité.

Quant aux frais, SOCIETE2.) demande à la Cour de condamner SOCIETE1.) à lui rembourser les frais d'évacuation (37.671,34 euros) et de destruction de la marchandise (7.990.- euros) s'élevant à un montant total de 45.661,34 euros. Elle réclame encore le remboursement des frais d'expertise judiciaire d'un montant de 24.043,50 euros, l'indemnisation de ses frais et honoraires d'avocat payés entre 2013 et 2021, sur le fondement des articles 1382 et 1383 du Code civil, à hauteur de 161.216,04 euros, ainsi que l'allocation d'une indemnité de procédure de 10.000.- euros, sur le fondement de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

SOCIETE1.) fait sienne la méthodologie comptable adoptée par l'expert et approuve ce dernier en ce qu'il a refusé de prendre en considération des facturations internes opérées au sein du groupe de sociétés SOCIETE2.). Elle ajoute que le montant de 476.984.- euros retenu par l'expert se rapproche de l'évaluation de 384.584.- euros faite à l'époque dans l'avis SOCIETE3.) du 28 mars 2019. Elle demande en conséquence à voir fixer la perte au montant de 384.584.- euros, sinon à celui de 476.984.- euros et à voir ordonner la compensation des créances réciproques des parties.

Elle s'oppose ensuite à la demande adverse visant les frais de destruction et de transport exposés selon elle sans réelle nécessité et pour des motifs propres à la seule SOCIETE2.). S'agissant des frais d'expertise, elle objecte que ces frais doivent rester à charge de SOCIETE2.), sinon être imposés par moitié à chaque partie. Elle s'oppose à toute prise en charge des frais et honoraires d'avocat exigés par SOCIETE2.).

Elle réclame enfin une indemnité de procédure de 70.000.- euros.

Appréciation de la Cour

- Délimitation du litige

S'agissant du contexte dans lequel s'inscrit le présent litige, il y a lieu de relever que la Cour, saisie de l'appel principal de SOCIETE1.)+SOCIETE1.) et de l'appel incident de SOCIETE2.) dirigés contre le jugement N° 481/2014 du 30 avril 2014, a d'ores et déjà toisé la demande principale de SOCIETE1.) contre SOCIETE2.) et confirmé le jugement entrepris en tant qu'il a dit cette demande fondée jusqu'à concurrence du montant de 249.940,18 euros. Quant à la demande reconventionnelle de SOCIETE2.), la Cour a encore confirmé le jugement entrepris en ce qu'il a constaté que SOCIETE1.)+SOCIETE1.) avait commis une faute, l'obligeant à réparation, en refusant d'expédier en Espagne le stock de chaussures entreposé à Luxembourg par SOCIETE2.) et a, avant tout autre progrès en cause, ordonné une expertise quant au quantum du préjudice subi par SOCIETE2.) de ce fait.

Seul le quantum de cette demande reconventionnelle reste actuellement à toiser.

Les autres questions juridiques faisant l'objet des débats des différents protagonistes ayant mené à l'arrêt précité du N° 125/16 – IX – COM du 22 septembre 2016 ayant été définitivement tranchées par ledit arrêt, il n'y a plus lieu d'y revenir.

- Au fond

Dans le rapport d'expertise judiciaire 28 février 2018, l'expert a conclu à une perte de valeur des marchandises de 85% entre le 24 mai 2013 (date à laquelle SOCIETE1.) a décidé de refuser tout ordre de transfert des marchandises stockées dans ses locaux) et la date de l'évacuation de ces marchandises par SOCIETE2.) en juillet/août 2016.

Pour chiffrer la perte de valeur des marchandises, la Cour a, dans son arrêt N° 23/20 – IX – COM du 13 février 2020, cependant fixé la fin de la période de référence à retenir pour le calcul de la diminution de valeur au 25 septembre 2014 (date à laquelle SOCIETE2.) pouvait récupérer les marchandises stockées dans les locaux de SOCIETE1.)). Elle a encore fixé à 97.492 le nombre de paires de chaussures à prendre en considération pour le calcul de la perte indemnisable.

Partant de ces différents paramètres, l'expert a calculé la perte de valeur des 97.492 paires de chaussures entre le 24 mai 2013 et le 25 septembre 2014. Pour ce faire l'expert s'est basé sur les comptes annuels de SOCIETE2.) se rapportant aux exercices 2013 et 2014 en cause, qu'il a analysé selon les principes comptables luxembourgeois et les règles d'évaluation applicables en accord avec la loi du 19 décembre 2002 concernant la comptabilité et les comptes annuels.

Sur base de ces éléments et en l'absence de documents probants étayant des achats/ventes propres de SOCIETE2.), l'expert a dégagé une perte subie par SOCIETE2.) de l'ordre de 476.984.- euros. Pour arriver à ce montant, l'expert a d'abord calculé la perte de stock entre le 24 mai 2013 et le 25 septembre 2014 (381.587.- euros) à laquelle il a ajouté la perte de chance de vendre le stock (soit une perte de marge de 25% : 381.587.- x 25% = 95.396.- euros).

SOCIETE1.) a marqué son accord avec l'approche reprise par l'expert dans son rapport (cf. page 8, § 2 du rapport).

SOCIETE2.) a principalement contesté le rapport au motif que le prix d'acquisition des chaussures retenu par l'expert ne correspond pas au prix réel.

Une mesure d'instruction est ordonnée par une juridiction en vue de lui fournir des éléments de renseignement qu'elle estime nécessaire à la solution du litige. C'est en ce sens que son contenu va évidemment influencer sur l'issue de l'instance. Mais cette influence n'est pas déterminante, l'article 446 du Nouveau Code de procédure affirmant avec netteté que le juge n'est pas lié par les constatations ou les conclusions du technicien.

En ce sens, les conclusions de l'expert n'ont qu'une valeur consultative ; les juges auxquels est soumis l'examen d'un rapport disposent d'un pouvoir d'appréciation souverain et ils n'ont à tenir compte de l'avis du technicien que dans la mesure où il leur paraît fondé. Ils sont libres de ne pas suivre l'avis de l'expert si leur conscience s'y oppose. Les tribunaux ne doivent toutefois s'écarter des conclusions de l'expert judiciaire qu'avec la plus grande circonspection et uniquement dans le cas où il existe des éléments sérieux permettant de conclure qu'il n'a pas correctement analysé toutes les données qui lui ont été soumises.

La Cour retient d'abord que c'est à juste titre que l'expert s'est ainsi basé sur des données exclusivement comptables pour analyser l'évaluation, ainsi que les mouvements des stocks durant les deux années de référence. Les comptes annuels de SOCIETE2.) sont a priori censés représenter une image fidèle et juste de la situation financière de la société en cause.

L'arrêt visant dans son dispositif expressément la perte subie par « *la société à responsabilité limitée SOCIETE2.)* », la Cour approuve encore l'expert de s'être limité à la perte de l'entité luxembourgeoise, sans prendre en considération d'autres entités du groupe. C'est donc à raison que l'expert n'a pas tenu compte des informations et documents communiquées le 4 mars 2021 par SOCIETE2.) relatifs aux prix de vente et aux coûts de production concernant d'autres sociétés du groupe. Une approche par analogie, comme le suggère SOCIETE2.), ne permettrait en effet pas de refléter la perte réelle subie par l'entité luxembourgeoise.

Aux fins d'établir le prix d'acquisition réel des chaussures, SOCIETE2.) sollicite la production forcée de différentes pièces. Elle demande ainsi à la Cour d'enjoindre à SOCIETE1.) de fournir les factures émises par le fabricant des 97.492 paires de chaussures faisant l'objet du litige, ainsi que les reçus de taxe à l'importation desdites paires de chaussures, sous peine d'une astreinte de 1.000.- euros par jour de retard.

La Cour constate que SOCIETE2.) n'a indiqué aucune base légale à l'appui de sa demande.

Le Nouveau Code de procédure civile prévoit la possibilité de solliciter en justice la production forcée d'une pièce.

Ainsi, l'article 60, alinéa 2, du Nouveau Code de procédure civile pose le principe général selon lequel « *Si une partie détient un élément de preuve, le juge peut, à la requête de l'autre partie, lui enjoindre de le produire, au besoin à peine d'astreinte. Il peut, à la requête de l'une des parties, demander ou ordonner, au besoin sous la même peine, la production de tous documents détenus par des tiers s'il n'existe pas d'empêchement légitime* ».

Ce principe est repris par les articles 284 à 287 du Nouveau Code de procédure civile, qui traitent de l'obtention des pièces détenues par un tiers et par l'article 288 du même Code, qui concerne la production des pièces détenues par une partie.

L'article 288 prévoit que « *La demande de production des éléments de preuve détenus par les parties sont faites, et leur production a lieu, conformément aux dispositions des articles 284 et 285* ».

L'article 284 dispose que « *Si, dans le cours d'une instance, une partie entend faire état d'un acte authentique ou sous seing privé auquel elle n'a pas été partie ou d'une pièce détenue par un tiers, elle peut demander au juge saisi de l'affaire d'ordonner la délivrance d'une expédition ou la production de l'acte ou de la pièce*».

Aux termes de l'article 285 du Nouveau Code de procédure civile, le juge ordonne la production s'il estime la demande fondée, ce qui signifie que la production doit présenter un intérêt pour la solution du litige : la production doit être utile, sinon indispensable (Juris-Classeur Procédure civile, « Production forcée de pièces », fasc. 623, n° 32).

La demande en communication de pièces est soumise à certaines conditions. Ainsi, les pièces dont la communication est demandée doivent être suffisamment déterminées, l'existence de la pièce doit être certaine (cf. Cass. 2e civ. 7mars 1979 ; Bull. civ. II, n° 71 ; Cass. 2e civ. 15 déc. 1971 Gaz. Pal. 1972, I, 285) mais surtout, il faut qu'il soit établi que la partie contre laquelle la demande en communication est dirigée détient cette pièce.

En l'espèce, même à retenir que les pièces sollicitées sont identifiées avec la précision requise, il n'est pas clair si lesdites pièces existent toujours à l'heure actuelle, soit dix ans après les faits, et dans l'affirmative, si elles sont effectivement détenues par SOCIETE1.). Enfin, leur pertinence pour la solution du litige n'est pas démontrée.

L'on ne saurait évidemment condamner SOCIETE1.) à remettre des documents fussent-ils déterminés ou déterminables dont il n'est même pas établi qu'ils soient encore en sa possession, à supposer même que ce fut le cas à un moment donné, à seule fin de permettre à SOCIETE2.) de rechercher éventuellement un élément de preuve qu'elle n'est point certaine de tenir.

Ainsi, outre le fait qu'une partie ne peut avoir recours à l'instauration d'une mesure d'instruction par voie de la communication forcée de pièces pour pallier à sa propre carence dans l'administration de la preuve, la demande de SOCIETE2.) est en tout état de cause à rejeter, faute pour elle d'avoir satisfait

aux conditions cumulatives requises pour la communication ou la production forcée de pièces, telles qu'évoquées ci-avant.

SOCIETE1.) conclut, pour sa part, à la réduction du montant indemnitaire à 384.584.- euros tel que déterminé dans l'avis SOCIETE3.) du 28 mars 2019.

Il y a lieu de noter que cet avis avait déjà été versé aux débats ayant mené à l'arrêt N° 23/20 – IX – COM du 13 février 2020 et qu'il n'a pas autrement convaincu la Cour, les juges du second degré ayant préféré ordonner un complément d'expertise et renvoyer la question à l'expert judiciairement nommé. La pertinence de cet avis n'est pas plus relevant à ce jour.

A défaut de tout autre élément contraire permettant d'énervier les conclusions de l'expert qui a consciencieusement exécuté sa mission, il y a donc lieu d'entériner le montant de 476.984.- euros arrêté dans le rapport complémentaire du 13 octobre 2022 pour chiffrer la perte subie par SOCIETE2.).

SOCIETE2.) demande ensuite à la Cour de condamner SOCIETE1.) à lui rembourser les frais d'évacuation et de transport, ainsi que de destruction de la marchandise qui s'élèvent à un montant total de 45.661,34 euros.

Il y a lieu de constater en premier lieu que devant le tribunal où elle était demanderesse sur reconvention, SOCIETE2.) n'a formulé aucune demande en recouvrement des frais d'évacuation, ni des frais de destruction de la marchandise. En effet les juges de première instance n'étaient saisis que d'une demande tendant à voir SOCIETE1.) condamnée à détruire à ses frais les chaussures retenues au jour des débats, motif pris qu'au vu de la durée écoulée, ces chaussures ne pourraient plus être vendues.

SOCIETE2.) entend dès lors saisir la Cour de demandes n'ayant pas été débattues dans le cadre du jugement entrepris n° 481/2014 du 30 avril 2014.

En admettant que ces demandes nouvelles soient recevables pour constituer des demandes additionnelles conformes à l'article 592 du Nouveau Code de procédure civile, quod non, la Cour constate néanmoins que ces demandes manquent de justifications au fond.

En effet, s'agissant d'abord des frais de destruction, il y a lieu de relever, à l'instar de SOCIETE1.)+SOCIETE1.), que SOCIETE2.) a décidé de son propre chef de faire détruire le stock de chaussures concernées en juin 2016. Or, même si l'expert a retenu une dépréciation certaine des chaussures, il n'est pas établi que ces chaussures ne pouvaient plus du tout être vendues, fussent à vil prix, et que toutes ces chaussures (destinées suivant les dires de SOCIETE2.) à la vente aux soldes d'été 2013 en Espagne) avaient désormais perdu toute valeur pour être démodées y compris sur d'autres marchés, tels ceux d'Amérique du Nord, d'Asie ou d'Afrique. A noter également que SOCIETE1.) avait, par courrier de son mandataire du 25 septembre 2014, invité SOCIETE2.) à retirer les chaussures en stock dans les meilleurs délais, afin d'éviter toute perte pouvant survenir postérieurement à cette date, ce que SOCIETE2.) n'a finalement fait que près de deux ans plus tard. Dans ces conditions, SOCIETE2.) n'établit pas qu'une

destruction des chaussures était la seule option envisageable et elle ne saurait en répercuter les frais sur SOCIETE1.).

Il convient sur ce point de rappeler que la jurisprudence luxembourgeoise, de manière générale, étant fermement attachée à l'obligation de la victime de modérer autant que possible son dommage en prenant toutes les mesures raisonnables à cet effet, force est de constater qu'en l'espèce SOCIETE2.) était tenue de minimiser autant que possible son dommage, ce qu'elle n'a pas fait.

Concernant ensuite les frais d'évacuation et de transport, la Cour rejoint l'argumentation de SOCIETE1.) et retient qu'à défaut de preuve que ces frais se trouveraient en lien causal direct avec la faute retenue à charge de SOCIETE1.), étant entendu qu'il incombait de toute façon à SOCIETE2.) de récupérer les chaussures en stock, cette demande est également à rejeter.

Par conséquent, il convient de condamner SOCIETE1.)+SOCIETE1.), par réformation du jugement entrepris et en faisant application de la compensation judiciaire, à payer le montant de 227.043,82 (476.984.- - 249.940,18) euros à SOCIETE2.), avec les intérêts légaux à partir du présent arrêt jusqu'à solde.

- *Recouvrement des frais et honoraires d'avocat*

SOCIETE2.) prétend qu'elle se serait acquittée d'un montant de de 161.216,04 euros suivant notes d'honoraires versées au dossier dans le cadre de la présente affaire, les deux instances confondues.

Concernant le dommage du chef des frais d'avocat, il est aujourd'hui de principe que les honoraires que le justiciable doit exposer pour obtenir gain de cause en justice constituent un préjudice réparable qui trouve son origine dans la faute de la partie qui succombe (Cour de cassation, 9 février 2012, arrêt n° 5/12, JTL 2012, n° 20, page 54). Les frais et honoraires d'avocat peuvent ainsi donner lieu à indemnisation sur base de la responsabilité civile de droit commun en dehors de l'indemnité de procédure.

En application de l'article 592 du Nouveau Code de procédure civile, la demande de SOCIETE2.) est néanmoins irrecevable en ce qui concerne les frais d'avocat exposés dans la première instance du présent litige, dans la mesure où elle ne constitue ni une demande en compensation, ni une défense à l'action principale et qu'elle n'a pas trait à un préjudice né à la suite du jugement entrepris.

La demande est cependant recevable sur base de l'article 592, alinéa 2 du Nouveau Code de procédure civile, en ce qu'elle a trait aux frais d'avocat exposés en instance d'appel dans le cadre du présent litige.

SOCIETE2.) verse une copie du Grand Livre Comptes Clients de LG Avocats arrêté au 11 juillet 2022 pour établir l'envergure de son préjudice.

La Cour constate que cet extrait de compte retrace sur 6 pages différents paiements effectués par SOCIETE2.) entre le 8 novembre 2013 et le 8 avril 2022 pour un montant total de 161.2016,04 euros sans autre précision, ni ventilation

des honoraires réglés. Il y a encore lieu de noter que SOCIETE2.) ne verse aucune note d'honoraires au dossier concernant l'instance d'appel.

Dans ces conditions, et faute pour SOCIETE2.) d'établir un quelconque lien de causalité entre ces différents frais et la faute reprochée à SOCIETE1.), la demande est à rejeter.

- Demandes accessoires

Aux termes de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, « *lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine* ».

L'application de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile relève du pouvoir discrétionnaire du juge (Cour de cassation, arrêt n° 60/15 du 2 juillet 2015, JTL 2015, p. 166).

SOCIETE2.) et SOCIETE1.) n'invoquant, ni a fortiori ne démontrant de raison impliquant l'inexactitude de la décision de première instance ayant refusé de leur accorder une indemnité de procédure pour absence de preuve de l'iniquité requise, il convient en conséquence de confirmer le jugement entrepris sur ce point. Sur base de cette même motivation, la demande en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel des deux parties est à rejeter.

En ce qui concerne finalement les frais et dépens de l'instance, l'article 238 du Nouveau Code de procédure civile prévoit que la partie perdante est condamnée aux dépens, à moins que le juge, par décision spéciale et motivée, n'en mette la totalité ou une fraction à la charge de l'autre partie.

Les juges de première instance ayant procédé à une saine répartition des frais et dépens de la première instance, le jugement est encore à confirmer sur ce point.

Les frais de l'expertise LAPLUME sont, quant à eux, à inclure dans les frais et dépens de la présente instance.

Il ne convient cependant pas de fixer le montant des frais de l'expertise LAPLUME dans le cadre du présent arrêt, alors qu'en cas de contestation du montant, ils peuvent faire l'objet d'un recours en taxation.

En ce qui concerne la répartition des frais et dépens d'appel entre les parties litigantes, la Cour prend en considération l'issue du litige, le mérite des moyens soulevés de part et d'autre, ainsi que le résultat du rapport d'expertise LAPLUME, pour imposer les frais et dépens dans leur globalité pour 2/3 à charge de SOCIETE1.) et pour 1/3 à charge de SOCIETE2.).

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement, sur rapport du magistrat de la mise en état,

déboutant de toutes autres conclusions comme mal fondées ;

statuant en continuation des arrêts N° 125/16 - IX – COM du 22 septembre 2016 et N° 23/20 - IX – COM du 13 février 2020 ;

vu le rapport complémentaire LAPLUME du 1^{er} février 2022 ;

réformant,

déclare la demande reconventionnelle de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL fondée à concurrence du montant de 476.984.- euros ;

partant, condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL à payer à la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL le montant de 227.043,82 (476.984 - 249.940,18) euros, avec les intérêts légaux à partir du présent arrêt jusqu'à solde ;

déboute la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL de sa demande en recouvrement des frais et honoraires d'avocat ;

déboute les parties de leurs demandes respectives en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel ;

fait masse des frais et dépens de l'instance d'appel, y compris les frais d'expertise LAPLUME, et les impose pour 2/3 à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL et pour 1/3 à la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.